

Retraites :

Accentuer la mobilisation contre une réforme injuste

Les organisations soussignées soulignent le large succès de la journée nationale d'action du 23 septembre 2010, avec près de 3 millions de manifestants. Avec les salariés du public et du privé, les retraités, les jeunes, ..., les personnels de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ont participé en nombre à cette nouvelle journée de grèves et de manifestations avec des banderoles des établissements. Tous ont réaffirmé leur détermination à refuser cette réforme injuste, qui entend leur faire endosser le lourd tribut concédé par le gouvernement aux marchés financiers et qui étranglerait les foyers les plus fragiles. Le texte de loi aggravé sur certains points à l'Assemblée Nationale est accablant pour la fonction publique (augmentation des retenues sur pension, restriction du minimum garanti, extinction des avantages familiaux pour les parents de trois enfants, situation des polypensionnés...).

Cette vaste mobilisation s'accompagne d'un large soutien populaire. Nous refusons le report de l'âge légal de départ à la retraite de 60 à 62 ans ainsi que celui de 65 à 67 ans pour toucher une retraite sans décote. Nous rejetons l'accroissement des inégalités hommes/femmes. Nous ne voulons pas rester plus longtemps en poste – y compris au-delà de 67 ans - alors que de nombreux jeunes vivent dans la précarité ou le chômage. C'est bien l'exigence d'un véritable débat et l'examen d'autres alternatives au projet de loi qui s'expriment plus fortement.

Toute évolution du système de retraite doit se baser pour son financement sur le développement de l'emploi et une autre répartition des richesses. Elle doit prendre en compte, notamment dans le Code des Pensions, les carrières courtes (années d'études, de thèse, de post-doc), de travail à l'étranger et de précarité, caractéristiques de nos métiers.

Les organisations syndicales mettent en garde le gouvernement sur les conséquences que provoquerait l'ignorance de **la colère qui s'exprime profondément**.

Les organisations soussignées réaffirment leur totale détermination : **ce projet est inacceptable**. L'heure est à l'amplification de la mobilisation et à l'engagement de plus de salariés et de plus de jeunes dans l'action pour faire reculer le gouvernement.

Elles engagent les personnels de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et les étudiants, dans l'unité, avec les salariés du public et du privé, **à poursuivre et à développer, à tous les niveaux, la mobilisation**. Il faut dès maintenant **débattre au niveau local dans les AG, organiser des initiatives d'ampleur dans les établissements et sur le territoire**.

Elles appellent les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche et les étudiants à **assurer la réussite, Samedi 2 octobre, de la grande journée de rassemblements et de manifestations dans le pays**.

PARIS : manifestation à 14h 30 de République à Nation

Elles appellent à continuer l'action, notamment le **Mardi 12 octobre**, où est prévue une **journée massive de grèves et de manifestations**, pendant le débat au Sénat.

Organisations signataires : FSU (SNESUP- SNCS- SNASUB- SNEP- SNETAP) ; CGT (SNTRS- FERC'Sup) – UNSA (Sup'Recherche – SNPTES) – Sgen-CFDT Recherche EPST Sud Recherche EPST – CFTC Recherche – UNEF – SLR – SLU